

Unité Inter départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 25/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SYNER'GIE

ZUP des Sablons
1 Rue du Danemark
72000 Le Mans

Références : 2023-248_SYNER'GIE (EX SOCCRAM)_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301133

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2023 dans l'établissement SYNER'GIE implanté ZUP des Sablons 1 Rue du Danemark 72000 Le Mans. L'inspection a été annoncée le 17/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle ainsi que dans le cadre de l'action nationale sur les rejets atmosphériques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNER'GIE
- ZUP des Sablons 1 Rue du Danemark 72000 Le Mans
- Code AIOT : 0006301133
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SYNER'GIE exploite, en délégation de service public pour Le Mans Métropole, une chaufferie urbaine (constituée de trois chaudières) et une unité de cogénération. Les installations sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DCPPAT 2018-094 du 26 novembre 2018 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT-2021-0229 du 27 octobre 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Vérification des installations électriques – Suite constat VI 05/06/2020	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.2	/	Sans objet
3	Locaux à risque incendie – Suite constat VI 05/06/2020	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.2.1	/	Sans objet
4	Dispositifs de détection – Suivi constat VI 05/06/2020	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.5	/	Sans objet
5	Dispositifs de protection contre la foudre – Suite constat VI 05/06/2020	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.3.1 et 7.3.3.2	/	Sans objet
8	Fréquence de surveillance des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 27/10/2021, article 5.1.1	/	Sans objet
10	Suivi, interprétation et diffusion des résultats	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 9.3.1	/	Sans objet
11	Capacité de rétention	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.5.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification de la hauteur des cheminées – Suite constat VI 05/06/2020	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 1.5.1	/	Sans objet
6	Alimentation en combustible – Suite constat VI 05/06/2020	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.2.2	/	Sans objet
7	Ventilation des locaux – Suite constat VI 05/06/2020	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Valeurs limites d'émission pour les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 27/10/2021, article 3.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Trois constats de la visite précédente ont pu être soldés mais quatre autres non-conformités persistent du fait de l'absence de justificatif (ex : modélisation des effets thermiques) ou de la non réalisation des actions correctives indiquées par l'exploitant (ex : mise en place d'un cahier de suivi).

La fréquence de surveillance des rejets atmosphériques n'est pas respectée. L'exploitant n'établit pas les rapports de synthèse mensuels et annuels prescrits par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification de la hauteur des cheminées – Suite constat VI 05/06/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 1.5.1
Thème(s) : Autre, Modifications
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 5 juin 2020, il avait été constaté que l'exploitant avait déposé un permis de construire visant à modifier la hauteur des cheminées de la chaufferie et de la cogénération (23 m). Suite à la visite d'inspection du 5 juin 2020, il était demandé à l'exploitant de déposer en préfecture un dossier de porter à connaissance comportant les éléments justifiant que la hauteur des cheminées est conforme à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018. Par courriers du 24 juillet 2020, l'exploitant a adressé aux services de la préfecture des porter à connaissance relatifs aux hauteurs des cheminées de la chaufferie et de la cogénération. Les hauteurs des différents conduits des appareils de combustion (23 m) ont été actées par l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2021-0229 du 27 octobre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats : Suite à la visite d'inspection du 5 juin 2020, il était demandé à l'exploitant de conserver une trace écrite des mesures correctives prises suite aux vérifications périodiques des installations électriques.</p> <p>Par courrier du 22 juillet 2020, l'exploitant a indiqué avoir mis en place sur site, un classeur permettant de suivre toute(s) observation(s) ou non-conformité(s) émanant d'un bureau de contrôle, une identification et un traçage des actions correctives étant prévus.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 4 mai 2023, l'exploitant a indiqué que la consignation des actions correctives n'est pas encore faite et qu'il prévoit la mise en place d'un tableau de suivi.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques de 2021 (n°R1388153-003-1) a été consulté : 3 observations, dont 2 récurrentes, sont mises en avant.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques de 2022 (n°1388153-004-1 du 19/08/2022), transmis suite à la visite d'inspection, indique qu'aucune non conformité n'a été identifiée.</p> <p>Les actions correctives effectuées suite à la vérification de 2021 n'ont pas été tracées (en l'absence du tableau de suivi).</p> <p>L'attestation Q18, émise suite à la vérification de 2022, indique que l'installation électrique ne présente pas de risque d'incendie et d'explosion. Cependant, il est précisé que la vérification n'a été que partielle du fait des essais partiels des dispositifs différentiels (suite à la demande de l'exploitant et pour des raisons d'exploitation) et de la non vérification de la continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles. Le bureau d'études a indiqué que les compléments nécessaires sont à faire réaliser.</p> <p>→ Le constat est reporté : l'exploitant doit mettre en place un traçage écrit des éventuelles mesures correctives prises. Il transmettra à l'inspection une copie du tableau de suivi mis en place.</p> <p>→ Une vérification complète des installations électriques de l'établissement est attendue pour 2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée : [...] Un mur liaisonné mécaniquement au bâtiment cogénération au droit du tuyau gaz, coté rue du Danemark est construit. Ce mur a une hauteur de 5 m et une largeur de 2 m. Une modélisation des effets suite à une brèche au niveau de la section extérieure aérienne de la canalisation de gaz en prenant en compte la construction du mur sera réalisée dans un délai de 3 mois.</p> <p>Constats : Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 5 juin 2020, l'exploitant avait indiqué avoir réalisé la modélisation justifiant que les effets ne sortaient plus du site après la mise en place du mur au niveau du bâtiment de cogénération et avait précisé que les travaux pour la mise en place du mur étaient planifiés au 2^e semestre 2020.</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 5 juin 2020, il était demandé à l'exploitant de fournir la modélisation des effets et de justifier de la mise en place du mur.</p> <p>Par courrier du 22 juillet 2020, l'exploitant a transmis le bon de commande n°4755415 du 20 mai 2020 relatif à la construction d'un mur écran (selon le devis D-002-03-20 du 31 mars 2020) et précisait que des photos du mur seraient transmises dès la fin des travaux.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 4 mai 2023, l'inspection a constaté la présence d'un mur au droit de la canalisation de gaz aérienne extérieure du bâtiment cogénération. Cependant, en l'absence de pièces justificatives et techniques, les caractéristiques de ce mur (hauteur, largeur, épaisseur, dispositif de liaison) ne peuvent pas être certifiées.</p> <p>Par ailleurs, l'efficacité du mur (en cas de brèche sur la canalisation) ne peut pas être vérifiée, l'exploitant n'ayant pas à disposition la modélisation justifiant que les effets thermiques ne sortent plus du site suite à la mise en place du mur.</p> <p>→ Les caractéristiques constructives du mur doivent être justifiées.</p> <p>→ L'exploitant justifiera que le mur mis en place répond bien à la mesure de réduction des risques définie, en fournissant à l'inspection la modélisation prescrite par l'article sus-visé.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositifs de détection – Suivi constat VI 05/06/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 71.2 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. [...] L'emplacement des détecteurs est repéré sur un plan.
Constats : Suite à la visite d'inspection du 5 juin 2020, il était demandé à l'exploitant de réaliser un plan des emplacements des détecteurs. Par courrier du 22 juillet 2020, l'exploitant a transmis les plans d'implantation, au niveau de la chaufferie, des détecteurs gaz et détecteurs incendie. Les deux locaux, abritant les chaudières, sont équipés de détecteurs gaz. Les zones à risques du bâtiment "chaufferie" (identifiées lors de la visite 2020 : local BT, local HT, local pompe et locaux des chaudières) sont équipés de détecteurs incendie. Aucun plan relatif à l'emplacement des détecteurs dans le bâtiment cogénération n'a pu être consulté au cours de la visite. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas disposer de plan à jour des dispositifs de détection pour le bâtiment cogénération. → Le plan des emplacements des détecteurs (gaz et incendie) pour le bâtiment cogénération est à mettre à jour et à transmettre à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositifs de protection contre la foudre – Suite constat VI 05/06/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.3.1 et 7.3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.3.3.1 : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Article 7.3.3.2 : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Constats : Pour rappel, l'analyse du risque foudre du 24/11/2016 et l'étude technique du 14/12/2016 préconisaient la mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de paratonnerres sur les cheminées des bâtiments chaufferie et cogénération , - de parafoudres sur l'alimentation de la centrale incendie, de la centrale de détection gaz et sur les lignes téléphoniques entrantes du bâtiment chaufferie, - des liaisons équipotentielles sur chaque canalisation métallique entrant dans le bâtiment chaufferie - une consigne pour interdire l'accès aux toitures et points hauts en présence d'une activité orageuse. <p>Suite à la visite d'inspection du 5 juin 2020, il était demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs (facture...) attestant que les travaux relatifs à la foudre ont été réalisés conformément à l'étude technique. Par ailleurs, il lui avait été rappelé que l'installation des protections devait faire l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Par courrier du 22 juillet 2020, l'exploitant a indiqué que l'installation foudre de la chaufferie était opérationnelle et fonctionnelle (l'attestation d'installation en conformité, du 9 août 2018, relative à la présence de prises de terre paratonnerres sur la cheminée de la chaufferie, ayant été transmise). Il précisait que le paratonnerre de la cogénération était en attente de mise en place de la nouvelle cheminée et que la vérification initiale de conformité serait réalisée une fois les travaux terminés.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 4 mai 2023, les éléments justifiant de la réalisation de l'ensemble des travaux relatifs à la foudre n'étaient pas disponibles, ni le rapport de vérification initiale faisant suite aux travaux.</p> <p>Le rapport de vérification complète "Foudre" de 2022 a été consulté : trois observations ont été notifiées dont notamment une portant sur l'absence de parafoudres de type 2 sur l'alimentation de la centrale incendie et de la centrale de détection gaz (dispositifs indiqués par l'ARF et l'étude technique de 2016).</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport relatif à la première vérification complète "Foudre", effectuée le 10 novembre 2020. Il a précisé que les factures relatifs aux travaux pour les dispositifs de protection contre la foudre sont en cours de récupération.</p> <p>→ Le constat est reporté : l'exploitant doit fournir les justificatifs attestant que les travaux relatifs à la foudre ont été réalisés conformément à l'étude technique.</p> <p>→ La levée des observations au niveau du bâtiment Chaufferie est attendue pour 2023, notamment celle relative aux parafoudres de type 2 sur l'alimentation de la centrale incendie et de la centrale de détection gaz. L'exploitant transmettra un plan d'actions avec échéancier. En fonction des éléments transmis, des suites administratives pourront être proposées.</p> <p>→ Le rapport de vérification des dispositifs de protection contre la foudre de 2023 sera à transmettre à l'inspection, dès réception.</p>

Observations : Les dispositifs de protection contre la foudre ont fait l'objet d'une vérification complète en 2022 et d'une vérification visuelle en 2021. La fréquence de vérification des dispositifs de protection contre la foudre est respectée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Alimentation en combustible – Suite constat VI 05/06/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée : [...] Les dispositifs de coupure d'alimentation en combustible indépendant de tout équipement de régulation de débit sont repérés et indiqués dans les consignes d'exploitation et signalés avec des indications de fonctionnement.</p> <p>Ces dispositifs sont accessibles rapidement et situés à l'extérieur des bâtiments : - des boutons d'arrêt d'urgence coupant l'alimentation électrique qui activent 2 électrovannes redondantes, placées en série sur la canalisation d'alimentation en gaz des chaudières, - une vanne manuelle en aval du poste de détente située en façade de la chaufferie [...]</p> <p>Constats : Suite à la visite d'inspection du 5 juin 2020, il était demandé à l'exploitant de justifier de la présence, à l'extérieur de la chaufferie, d'un bouton d'arrêt d'urgence et d'une vanne manuelle en aval du poste de détente.</p> <p>Par courrier du 22 juillet 2020, l'exploitant a transmis une photo pour justifier de la présence d'un arrêt d'urgence et d'une vanne manuelle à l'extérieur de la chaufferie.</p> <p>Ces dispositifs ont été vus au cours de la visite d'inspection du 4 mai 2023.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la procédure d'urgence de la chaufferie en cas de fuite de gaz. Celle-ci comporte notamment un plan localisant les boutons extérieurs d'arrêt d'urgence ainsi que les vannes de coupure gaz.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Ventilation des locaux – Suite constat VI 05/06/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée : [...] Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 7.1.2 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements d'une surface minimale de 30 m² pour le local A et 22 m² pour le local B. Les parois sont soufflables avec un bardage double peau. [...]</p> <p>Constats : Suite à la visite d'inspection du 5 juin 2020, il était demandé à l'exploitant de justifier la surface totale des événements dans le local A.</p> <p>Par courrier du 22 juillet 2020, l'exploitant a transmis un plan du génie civil justifiant les 30 m² d'événements sur le local A (deux événements sur les murs latéraux de la chaufferie d'une surface d'environ 25 m² chacun ainsi que quatre événements sur la paroi intérieure d'une surface d'environ 4,5 m² chacun).</p> <p>Les deux parois soufflables, de 25 m² chacune, ont été vues au cours de la visite du site.</p>
Observations : Une erreur d'échelle est présente sur le plan justifiant la surface des événements/parois soufflables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Fréquence de surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2021, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent titre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Fréquence de surveillance des émissions atmosphériques : cf.tableau dans APC.</p> <p>Constats : La baie d'analyses des chaudières a été vue au cours de la visite du site. Une mesure en continue des paramètres NOx, CO, O2, température, pression et débit est effectuée.</p> <p>Des mesures sur les rejets atmosphériques ont été réalisées par un bureau d'études (accrédité COFRAC) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en 2023, sur les chaudières 1 et 2 (rapport n°215555-001-1 du 08/03/2023) : température, débit, O2, NOx et CO. - en 2021, sur les trois chaudières (rapport n°21291800-1 version 1 du 18/06/2021) : température, débit, O2, poussières, SO2, NOx, CO, COVNM et HAP. <p>Il est à noter que la pression, prescrite par l'article susvisé, n'est pas analysée.</p> <p>Selon le tableau relatif aux heures de fonctionnement des chaudières (transmis par l'exploitant), celles-ci ont fonctionné en 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 572 heures pour la chaudière 1 - 982 heures pour la chaudière 2 - 255 heures pour la chaudière 3 <p>L'installation de combustion ayant été exploitée plus de 500 heures en 2022 (1809 heures) , une analyse des paramètres poussières, COVNM, HAP et SO2, pour les 3 chaudières, aurait dû être effectuée.</p> <p>Depuis le début de l'année 2023, l'installation de combustion a été exploitée 1158 heures.</p> <p>Concernant l'installation de cogénération, aucun rapport de mesures sur les rejets atmosphériques n'a pu être consulté.</p> <p>→ La fréquence de surveillance des rejets atmosphériques n'est pas respectée.</p> <p>→ Une mesure de l'ensemble des paramètres prescrits par l'article sus-visé, pour les 3 chaudières, est attendue pour 2023.</p> <p>→ L'exploitant fournira à l'inspection les derniers rapports de mesures des rejets atmosphériques pour l'installation de cogénération ainsi que le relevé des heures de fonctionnement de celle-ci.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Valeurs limites d'émission pour les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2021, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O2 précisée dans le tableau ci-dessous. Valeurs limites d'émissions avec combustible gaz naturel: cf tableau dans APC Valeurs limites d'émissions avec combustible fioul domestique : cf tableau dans APC
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports journaliers de la surveillance en continu des rejets atmosphériques, pour les mois de janvier et février, pour les 3 chaudières. Par sondage, les mesures du 31 janvier 2023 ont été analysées par l'inspection : - Chaudière 1 (21h de fonctionnement - combustible : gaz naturel) : les concentrations en moyenne journalière ou en valeurs maximales des paramètres CO et NOx sont conformes aux valeurs limites applicables. - Chaudière 2 (n'a pas fonctionné sur la journée - combustible : gaz naturel) - Chaudière 3 (1h de fonctionnement - combustible : gaz naturel) : les paramètres CO et NOx sont conformes aux valeurs limites applicables. L'exploitant a également transmis les rapports mensuels de la surveillance en continu des rejets atmosphériques, pour les mois de janvier et février, pour les 3 chaudières. L'analyse de ces rapports a mis en avant un dépassement de la valeur limite journalière du CO le 07/01/2023 (118 mg/Nm3 contre une VL de 100 mg/Nm3). Les rapports de mesures des rejets atmosphériques 2021 et 2023 (cf. constat "Fréquence de surveillance des rejets atmosphériques) ont été analysés par l'inspection. Les paramètres mesurés respectent les valeurs limites d'émissions, avec comme combustible le gaz naturel. Le rapport de 2021 précise que la section de mesure des trois chaudières n'est pas conforme à la norme ISO 10780, sans que cela n'ait d'incidence sur le jugement de conformité. Ces écarts n'ont pas été remis en avant dans le rapport de 2023. Les résultats pour les paramètres sont exprimés en concentration sur gaz sec à 3% d'O2. L'Inspection relève que la vitesse d'éjection des gaz de combustion au débouché n'a pas été déterminée dans les rapports de 2021 et 2023 (du fait que l'installation ne fonctionnait pas à l'allure nominale en 2021 et que l'accès au conduit a été refusé pour des raisons de sécurité en 2023). Pour rappel, les vitesses d'éjection des gaz doivent respecter les valeurs définies à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2018 modifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 9.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée : [...] Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et conformément au chapitre 9.2 l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.</p> <p>L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres. Un rapport de synthèse est adressé annuellement à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Les rapports mensuels de synthèse, relatifs aux résultats des mesures et analyses, ne sont pas établis.</p> <p>Aucun rapport de synthèse annuel n'est transmis à l'inspection des installations classées. Le dernier bilan annuel de surveillance dont dispose l'inspection est celui de 2017 (transmis suite à une remarque émise suite à la visite d'inspection du 7 juin 2018).</p> <p>→ L'exploitant doit établir les rapports de synthèse mensuels et annuels de surveillance conformément à l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>→ Le rapport de synthèse pour l'année 2022 est attendu. L'exploitant veillera à respecter la fréquence de transmission des rapports de synthèse annuels.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité totale des réservoirs associés. [...] <p>Constats : Lors de la visite du bâtiment abritant les chaudières, l'inspection a constaté la présence de deux GRV, contenant de la cétamine, stockés sans rétention. Au vu de l'étiquette (mention de précaution "éviter le rejet dans environnement"), le produit est susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols.</p> <p>→ L'exploitant s'assurera que les conditions de stockage du produit Cétamine respectent les dispositions de l'article sus-visé.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet